



Le mot de l'éditeur #11

Description

Les droits des femmes sont attaqués dans plusieurs pays. Aux Etats-Unis, la Cour suprême, revenant sur des jurisprudences établies de longue date, a éliminé, en juin, la garantie fédérale du droit à l'avortement, laissant les États fédérés l'autoriser ou non. De fortes restrictions (ou limitations) ont été votées en Hongrie et en Pologne. Au Brésil et en Italie, des inquiétudes s'expriment face aux dirigeants ultra-conservateurs.

La situation est dramatique en Afghanistan où les talibans ont, dès leur retour au pouvoir, supprimé toutes les timides avancées en matière de protection du droit des femmes. Ces fanatiques ont ainsi interdit aux filles de plus de douze ans d'aller à l'école, invoquant la charia (loi islamique) et la culture afghane.

En Iran, la mort de Mahsa Amini, mi-septembre, suite à son arrestation par la police des mœurs du régime théocratique, a provoqué une vague de manifestations dans le pays. De nombreuses femmes n'ont pas hésité, au péril de leur vie, à enlever le voile imposé par les mollahs et à se couper les cheveux. Des dizaines d'entre elles ont déjà été tuées, selon des ONG. Jusqu'où la révolte ira-t-elle ? La République islamique imposée par l'ayatollah Khomeini peut-elle s'effondrer ? Certes ce régime perdure depuis quatre décennies grâce à un appareil répressif puissant et beaucoup pensent qu'il est solide. N'oublions pas que l'emprise du parti communiste sur l'Union soviétique était, elle aussi, jugée indestructible jusqu'à son effondrement, après plus de 70 ans de terreur. On ne peut qu'espérer que les mollahs finiront pas disparaître et, avec eux, une conception de la vie humaine particulièrement rétrograde et criminelle.

Le point commun de toutes les attaques contre les droits des femmes est le substrat religieux. Des fanatiques interprètent à leur guise les textes dits sacrés pour imposer une domination patriarcale reposant sur des présupposés inacceptables. Dans les pays musulmans, le voile permettrait de cacher les atours féminins afin de ne pas attirer le regard des hommes. Aux États-Unis, où un quart de la population est créationniste, des dirigeants politiques se disant chrétiens estiment que la Bible les

autorise à contrôler le corps des femmes et, au-delà, à structurer la vie de tous les citoyens, croyants ou non.

Que ce soit en Iran, en Afghanistan ou aux États-Unis, le mélange entre la politique et la religion forme un cocktail dangereux pour les libertés publiques. La religion appartient à la sphère privée. Chacun a le droit de croire et de pratiquer sa foi comme il l'entend. Mais nul n'est fondé à ériger ses convictions en modèle de société. Evidemment, le mot « liberté » n'a aucun sens dans un État théocratique où la religion est utilisée pour museler les masses. C'est donc aux démocraties libérales de rappeler sans cesse l'importance des droits humains. L'Europe, qui ne sait pas comment se situer dans la nouvelle configuration mondiale, a un rôle à jouer pour défendre, dans toutes les enceintes internationales, les libertés, en particulier celles des femmes.

Categorie

1. Éditos

Tags

1. BM12

date créée

novembre 2022

Auteur

gdelhortet